

CHAPITRE V

Compte rendu synthétique des débats Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 15 décembre 2015

Le président, M. Pierre Muller, ouvre la séance et rappelle les principaux points à l'ordre du jour :

- présentation du bilan conjoncturel pour 2015 (M. Gérard Thomas, MAAF/SSP)
- présentation du compte prévisionnel de la branche agricole pour 2015 (Mme Casset-Hervio, Insee) ;
- présentation du compte social prévisionnel 2015 (Mme Mantione, MAAF/SASFL/BFPSA)
- présentation des résultats économiques des exploitations agricoles en 2014, à partir des résultats issus du RICA (M. Louveau MAAF/SSP) ;
- Points divers.

Il rappelle que le contenu et le déroulé de cette séance correspondent à la mise en oeuvre des conclusions du groupe de travail concernant les prévisions des résultats économiques adoptées lors de la commission de juillet 2015.

À l'issue des présentations, le président remercie les orateurs et ouvre le débat.

M. Bourgeois (Académie d'Agriculture de France) se dit surpris des résultats annoncés, + 16 % pour le revenu net par actif non salarié après + 20 % l'année dernière, après la crise agricole de cet été. Il s'interroge sur la pertinence pour l'action des chiffres issus des comptes macroéconomiques, faute d'indications sur la distribution des résultats entre les secteurs et au sein de ces secteurs, d'analyse des écarts entre les agriculteurs qui investissent et ceux qui n'investissent pas, entre ceux qui sont dans des filières performantes et ceux qui n'y sont pas... M. Bourgeois s'interroge également sur la capacité du système statistique à appréhender les filières, c'est-à-dire la chaîne de valeur, ou dit encore autrement à évaluer la performance « de la fourche à la fourchette ». M. Bourgeois suggère ainsi de réunir un groupe de travail sur la « pertinence des statistiques ». Il souligne par ailleurs l'intérêt du bilan économique conjoncturel de l'année écoulée et le bien fondé de l'arrêt de la publication des prévisions par OTEX à la commission de décembre.

M. Lucas (Coordination Rurale) fait part de ses doutes quant à la clarification apportée par l'évolution du contenu des publications de la CCAN car il constate qu'il y a toujours une distorsion entre le revenu net de la branche agricole par actif non salarié (+ 21,6 % en 2014) et l'indicateur équivalent calculé à partir du RICA (- 1%). Ces écarts lui semblent difficilement explicables aux médias et au public non spécialistes.

M. Bouchut (Confédération Paysanne) exprime un certain malaise à l'examen de ces chiffres et fait part de l'écart entre la réalité vécue sur le terrain et ce qui se dégage des résultats macroéconomiques présentés. Sur le terrain, notamment en zone laitière, de nombreux agriculteurs parlent d'arrêter car ils n'arrivent plus à vivre de leur production. En fruits et légumes, le nombre de producteurs, les volumes et les hectares diminuent d'année en année. Par ailleurs, M. Bouchut rappelle que les résultats économiques des exploitations laissent de côté un tiers des fermes.

M. Pinta (FNSEA) se dit très interrogatif sur la publication des comptes prévisionnels en décembre, compte tenu des marges importantes d'erreurs, y compris sur la ferme France. En effet, la publication de résultats dès décembre ne permet de disposer, en production végétale, que des chiffres des 2 premiers mois de campagne (pour les grandes cultures) et en production animale, des chiffres des 9 premiers. Il pourrait être plus opportun de décaler la réunion à février ou mars de l'année suivante. En outre, ces résultats macroéconomiques masquent l'hétérogénéité entre exploitations d'un même secteur. M. Pinta relève ainsi qu'en 2014, d'après les résultats du RICA, il y avait 30 % des exploitations en production porcine et céréalière qui avaient un résultat négatif. Si on ajoute celles dont le résultat est simplement légèrement positif, et qui sont donc également en situation difficile, cela représente au final près de la moitié des exploitations de ces filières. Ce type d'indicateur est plus à même de refléter ce qui se passe effectivement sur les exploitations.

Pierre Muller (Président) se déclare sensible à ce qui a été dit sur la contradiction apparente entre la réalité de terrain et l'image donnée par le compte prévisionnel 2015. Il rappelle que la publication de l'Insee se centre sur le revenu des facteurs de la branche agriculture, donc sur les revenus tirés de l'activité agricole avant rémunération des facteurs de production. Il s'agit d'un résultat d'entreprise et pas d'un revenu des ménages des agriculteurs, comme cela a déjà été rappelé plusieurs fois.

Il reconnaît que la divergence déjà évoquée à la Commission de juillet 2015 entre le compte, qui procède d'une démarche macro ou méso économique, et les données du RICA n'est pas très satisfaisante. Cette divergence s'explique notamment par l'effet du CICE, les choix méthodologiques du compte en matière de production viticole, et les hypothèses d'évolution des effectifs : la réflexion autour de ces questions devra se poursuivre, et aborder aussi la question de l'amortissement, qui joue de

façon assez massive dans le passage entre les agrégats bruts et les agrégats en net.

Le président ne croit pas que la tenue d'une réunion de la commission en décembre puisse être remise en cause à court-terme. Au vu des scénarii qui avaient été discutés lors du groupe de travail du premier semestre 2015, la grande majorité des membres de la commission s'était déclarée favorable à maintenir une rencontre autour des données du prévisionnel, que l'Insee produit en décembre à la demande d'Eurostat.

S'agissant de l'analyse des disparités et de l'hétérogénéité, celle-ci est précisément au cœur de la présentation des résultats du RICA 2014. En revanche, comme cela a déjà été rappelé, il n'est pas possible de faire des analyses prévisionnelles de ces disparités sur 2015.

Enfin, si l'analyse des filières présente un intérêt indéniable, elle n'est pas simple à conduire sur le plan statistique et comptable, comme l'ont montré des essais

antérieurs conduits par l'Insee. Le président considère donc que la priorité est d'aller plus loin dans l'analyse de l'hétérogénéité et de la diversité du monde agricole.

Suite à la présentation des résultats du RICA 2014, M. Bourgeois (Académie d'Agriculture de France) salue la grande pertinence des résultats présentés, notamment en terme d'analyse des disparités.

Pierre Muller (Président) considère également que le RICA est un outil très intéressant et performant pour analyser les hétérogénéités et la diversité des situations. Cette voie d'analyse sera poursuivie et devrait pouvoir déboucher, en juillet, sur une présentation d'indicateurs de fragilité financière.

La date de la prochaine commission est fixée au 5 juillet 2015 (après-midi).

Le président clôt la séance à 12 heures 45.